

[Text]

We are unusual in the sense that we have such a high degree of our economy under foreign control and we have seen, since the Free Trade Agreement was implemented, a sign, a major increase in foreign take-overs. We have foreign take-overs running, in terms of numbers, at a rate of about 4:1. For every Canadian company that takes over a foreign company, four foreign companies take over Canadian companies. That is in the last two years. So we are seeing those kinds of changes happening with the decrease in our ability to manage foreign corporations. It is just one example.

• 1000

There is a lack of attention to training and adjustment, which is entrenched, although great promises were made about adjustment and training. We have seen what has happened with the UI: training assistance has declined something like 50% in real terms since the Conservative government came to power.

To gradually open and enter into relationships with the Third World is a process that needs to be managed; and it needs to be done in a way that promotes upward convergence rather than lowest common denominator type of competition. Fundamentally, we cannot accept a model of competition that promotes the lowest common denominator.

The European example is a model for integration. It at least recognizes the social dimension of trade and economic integration. During the free trade debate the government never acknowledged that it was anything more than a commercial agreement. It is not. You need to take account of the social dimension, and you need to put into place safeguards to protect standards and quality of life so you do not end up in a lowest common denominator type of situation.

The Chairman: Am I to understand from this that the CLC would prefer trade agreements that had the kinds of social integration attachments the European Community has? There is a political consequence to this that is quite serious, given that this model presumes political integration as the means to manage social policy transfer. If you are making the connection, do you make the other connection?

Ms Riche: Why do...?

The Chairman: Because that is the mechanism that delivers it.

Mr. Campbell: We have long supported the inclusion of a social clause, a social charter, based on high-low type standards, that trenches into GATT law penalties for social dumping. That does not require as a prerequisite political integration.

The Chairman: One of the problems with the GATT thing that some of us perceive is that while you have rules that say you cannot do certain things, the penalty for those things is a countervail action that no one has successfully

[Translation]

Notre cas est exceptionnel en ce sens qu'une bonne partie de notre économie est contrôlée par des intérêts étrangers. D'ailleurs, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, nous avons constaté—est-ce un signe annonciateur—une forte augmentation des prises de contrôle par des sociétés étrangères, le rapport se situe à l'heure actuelle à quatre contre 1. Autrement dit, pour chaque société canadienne qui prend le contrôle d'une société étrangère, quatre sociétés étrangères prennent le contrôle de sociétés canadiennes. Ces données visent les deux dernières années. On constate donc que ces changements minent notre capacité de gérer les sociétés étrangères. Et ce n'est qu'un exemple.

En outre, on ne s'intéresse guère aux mesures de formation et de transition, même si le gouvernement avait fait beaucoup de promesses à ce sujet. Nous avons vu ce qui s'est passé dans le cas de l'assurance-chômage: l'aide à la formation a été réduite d'environ 50 p. 100 en termes réels depuis que le Parti conservateur a accédé au pouvoir.

Il faut pouvoir instaurer un processus d'ouverture envers le Tiers-monde et établir des rapports avec ces pays. Et il faut le faire selon des modalités qui favoriseront une convergence vers le haut plutôt qu'une concurrence axée sur le plus petit dénominateur commun. Essentiellement, nous ne pouvons accepter un modèle de concurrence favorisant le plus petit dénominateur commun.

L'Europe est un modèle en matière d'intégration. À tout le moins, on reconnaît là-bas la dimension sociale de l'intégration commerciale et économique. Au cours du débat sur le libre-échange, le gouvernement a toujours affirmé qu'il ne s'agissait strictement que d'un accord commercial, rien de plus. Ce n'est pas le cas. Il faut tenir compte de la dimension sociale et il faut instaurer des garanties en vue de protéger les normes et la qualité de la vie si l'on ne veut pas que le plus petit dénominateur commun prévale.

Le président: Dois-je en conclure que le CTC préférerait des accords commerciaux assortis des modalités d'intégration sociale prévues au sein de la Communauté européenne? Les conséquences politiques d'une telle évolution sont très sérieuses, étant donné que ce modèle suppose une intégration politique considérée comme un moyen de gérer un transfert de politique sociale. Si vous acceptez cette prémisse, en acceptez-vous aussi la conclusion?

Mme Riche: Pourquoi...?

Le président: Cela tient au mécanisme utilisé.

M. Campbell: Nous appuyons depuis longtemps l'idée d'inclure une clause sociale, une charte sociale en quelque sorte, fondée sur des normes allant du moins vers le plus et prévoyant l'assujettissement du dumping social aux sanctions du GATT. En l'occurrence, l'intégration politique n'est pas une condition nécessaire.

Le président: L'un des problèmes que certains d'entre nous entrevoient au GATT, c'est qu'il y aura des règles interdisant certains comportements, et toute violation des règles débouchera sur l'application de droits compensateurs.